

**Zeitschrift:** Wissen und Leben  
**Band:** 11 (1912-1913)

**Artikel:** Autour de l'élection présidentielle en France  
**Autor:** Antonelli, Etienne  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-750610>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 16.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## AUTOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

La signification politique de l'élection de M. Poincaré à la présidence de la République est moins facile à dégager qu'il peut sembler au premier abord.

Pour celui qui a suivi de l'extérieur l'ardente campagne qui précéda cette élection, la question posée aux parlementaires français était bien simple : ils devaient choisir, pour représenter leur pays, entre un homme de haute valeur intellectuelle et morale et un homme sympathique sans doute mais sans prestige personnel. Le choix ne pouvait être douteux sinon pour ceux qui, avec M. Camille Pelletan, osaient soutenir ce singulier sophisme que la Démocratie, du moins dans ses représentants officiels, ne saurait être, sans danger, autre chose qu'une „médiocratie“. L'âpreté des discussions ne cachait, semblait-il, que des rivalités personnelles, des manœuvres de politiciens avides de pouvoir, sans intérêt comme sans noblesse. Le succès de M. Poincaré apparut, dès lors, comme un simple succès du bon sens à tous ceux qui ont souci du prestige de la France à l'extérieur.

Il est certain que ces considérations n'ont pas manqué de peser sur le vote de Versailles. Il importe toutefois de ne pas exagérer leur importance. Une démocratie comme la nôtre, peut avoir le respect des hommes, elle n'en a plus le culte aveugle. Certes, M. Poincaré a rendu des services signalés à son pays, c'est un homme politique éminent ; mais, à tout prendre, un Ribot ou un Deschanel pouvaient se réclamer de titres éclatants à la reconnaissance de leur pays. Si leur défaite fut accueillie si facilement et si, au contraire, la lutte entre M. Poincaré et M. Pams a passionné la France, c'est que, dans cette opposition, il y avait autre chose que deux hommes, c'est qu'il y avait deux politiques, deux méthodes de gouvernement qui s'opposaient avec un acharnement certes non dépourvue de grandeur. Le conflit dépassait les hommes, dépassait même le parlement, il intéressait le pays tout entier. Et si le succès de M. Poincaré a eu l'immense répercussion que l'on sait dans le pays tout entier, c'est qu'il a marqué la victoire décisive sinon définitive d'une nouvelle politique. —

La politique vaincue, c'est celle qu'on a appelée du nom de celui qui lui a donné, au gouvernement, son expression la plus parfaite, M. Combes, la „politique combiste“.

La politique combiste, c'est la politique de parti dans le sens le plus absolu du mot et sous son aspect le plus sectaire. Un parti met la main sur le gouvernement, sur l'administration publique, sur les rouages économiques mêmes de la nation et ne dispose de la formidable puissance ainsi accaparée qu'en faveur de ses amis. On ne peut imaginer, dans un pays décentralisé comme la Suisse, jusqu'où peut aller cette étouffante tyrannie dans les cadres d'un régime administratif napoléonien comme celui de la France. On a dénoncé l'espionnage de l'armée et le favoritisme éhonté dans la distribution des emplois publics. Mais ce n'est là que ce que l'on voit; ce que l'on ne voit pas est bien plus grave. La tyrannie du gouvernement de parti s'exerce dans tous les domaines: subventions, adjudications, protection douanière, établissement des lignes de chemins de fer, mise en valeur économique par des travaux publics, routes, canaux, ports, tout est entre les mains du parti qui gouverne. Malheur à l'individu, à la ville, à la région qui vote mal: le gouvernement les tient à sa merci.

Un tel système politique peut avoir son utilité, dans certaines périodes, et même sa grandeur. Mais il faut qu'il soit soutenu par une grande idée comme celle de la Révolution française ou celle qui, il y a quelque vingt ans, dressa la République laïque contre la domination cléricale, en France. Il ne peut se maintenir qu'avec un système électoral et administratif qui assure à chaque instant la surveillance et le contrôle des individus et des institutions. Il faut enfin pour le maintien d'un tel régime politique que le pays qui le subit traverse une période de dépression économique.

Tout cela les combistes l'ont connu. Ils avaient une idée qui se résumait dans leur cri de bataille: „sus à la Calotte“ c'est-à-dire au cléricisme: ils avaient le scrutin d'arrondissement, la mare stagnante comme on a dit, le régime administratif napoléonien, et ils grandirent dans une période de recueillement économique de la France.

Mais peu à peu les deux éléments naturels de leur domination, ceux dont ils n'étaient point les maîtres, leur ont échappé.

Tout d'abord l'idée qui les soutenait s'est vidée, en quelque sorte, par les réalisations successives: lois sur les congrégations, sur la séparation des Eglises et de l'Etat. D'autre part, la France est entrée, avec tous les autres peuples, dans une période d'essor économique, qui rendait plus intolérable encore un système politique d'oppression générale.

Mais à mesure que les faits leur échappaient, les combistes se cramponnaient aux éléments factices de leur domination. Ils demeuraient „arrondissementiers“ irréductibles sur le terrain électoral et farouchement centralisateurs sur le terrain administratif. A mesure que la force morale et la force économique leur échappaient, ils s'exaspéraient dans leur résistance acharnée. Ils n'avaient plus d'hommes, ils n'avaient plus de troupes, il ne leur restait que des cadres vides, des comités dans le pays, des parlementaires dans les Chambres. Vaincus dans l'opinion publique du pays, ils conservaient et ils ont conservé jusqu'à hier l'apparence de la force, parce que l'opposition latente n'avait point de corps. Pourtant un homme s'était dressé contre eux qui, d'un seul mot, repris par le pays tout entier, avait prononcé leur condamnation. M. Briand, dans son discours de Périgueux avait parlé de "l'apaisement" nécessaire, et le pays avait frémi à son appel. Les radicaux, maîtres encore du parlement, se vengèrent en le renversant, sans lui laisser le temps de réaliser son idée. Depuis lors, l'homme d'Etat méditait une revanche, et les combistes l'épiaient. Mais les faits étaient plus forts qu'eux. M. Briand réussit à rentrer dans le cabinet Poincaré, malgré l'opposition la plus violente des chefs radicaux, à s'y maintenir malgré les attaques les plus répugnantes même et enfin à triompher en contribuant pour une grande part au succès de M. Poincaré et en prenant sa succession, lui qui était entré dans le cabinet, il y a un an, un peu comme un intrus.

Les combistes savaient que la victoire de M. Poincaré marquerait leur défaite prochaine; dans leur rage désespérée, ils ne reculèrent devant aucun moyen. Ils se livrèrent au vieux lutteur qu'est M. Clémenceau, qui les méprise et qui le leur dit, ils jetèrent la calomnie sur M. Poincaré qui devint „le dictateur“, ils

crièrent à la mort de la République, quelques-uns même de bonne foi. Ce fut en vain. Leur défaite fut un véritable écroulement. Dans le train parlementaire qui nous ramenait vendredi soir de Versailles, on entendait de véritables divagations. Un vieux parlementaire criait: „Nous revenons à quinze ans en arrière. Il nous faut sauver une fois encore la République. Mais nous allons reprendre la lutte. Nous irons au pays, nous lui dirons . . .“ Mais le lendemain le cabinet Poincaré donnait sa démission et M. Briand prenait le pouvoir. A l'exaltation de la veille succédait un morne accablement. Le combisme, comme la pauvre Turquie, en est réduit à attendre l'incident qui prolongera son agonie. Mais l'incident se produira-t-il?

\*            \*            \*

Tel est le sens de la bataille qui s'est livrée autour de l'élection présidentielle entre M. Pams, représentant du combisme, des „mares stagnantes“ du „sectarisme de gouvernement“ et M. Poincaré, représentant de la politique nouvelle, du briandisme, de la politique dite de l'apaisement.

Les Combistes depuis longtemps n'osaient plus aller à la bataille ouvertement et se livraient aux combinaisons louches, derrière des personnalités ambitieuses, comme M. Caillaux ou M. Monis.

Cette fois ce fut M. Clémenceau, „le tigre“, qui mena la bataille. Il fut l'homme qui étoufferait la réforme, électorale qui sauverait la mare stagnante du combisme.

Tout le monde comprit que c'était la partie décisive qui se jouait.

En face de M. Clémenceau se dressa M. Poincaré, l'homme qui avait fait voter la R. P. à la Chambre et, derrière lui, M. Briand, l'homme du discours de Périgueux.

Voilà comment se présenta la lutte, comment on alla à la bataille. Les uns y allaient avec toute la rage des gens qui savent qu'ils doivent vaincre ou mourir, les autres avec le prestige populaire d'une politique extérieure sage et brillante et d'une politique intérieure qui répond au vœu secret du pays.

M. Pams fut battu . . . mais c'est le combisme qui était le véritable vaincu, et voilà pourquoi on a illuminé dans beaucoup de villages de France le soir du 17 janvier.